

# INFOCHIMIE

[www.infochimie.com](http://www.infochimie.com)

Cahier spécial octobre 2017

## MAGAZINE



RÉGION  
Nouvelle-  
Aquitaine

## La filière chimie-matériaux fait valoir ses atouts



## Bureau de Développement Economique et Attractivité Adour

Dépositaire historique de fonds issus de l'exploitation du gisement de gaz de Lacq, le BDEA Adour a pour ambition de promouvoir le développement territorial et l'attractivité du Bassin de l'Adour. Son périmètre d'intervention englobe les départements des Pyrénées-Atlantiques (64) et des Hautes-Pyrénées (65) qui forment **ensemble** le Bassin de l'Adour comprenant la Bigorre, le Béarn et le Pays-Basque.

Deux grands leviers financiers sont mobilisables. Des avances remboursables ou des prêts d'honneur pour soutenir la dynamique entrepreneuriale des PME-PMI (agricoles, artisanales, industrielles,...). Pour encourager l'attractivité et apporter une plus value au territoire, les démarches collectives innovantes (filiales, thématiques,...) sont également aidées.

En parallèle, le BDEA Adour gère le Fonds de Développement Industriel (FDI) dédié à toute entreprise qui souhaite s'implanter ou se développer sur les plateformes industrielles du complexe chimique de Lacq.

Contact : [bde@eoss.fr](mailto:bde@eoss.fr)



# LE BASSIN DE LACQ <sup>(64)</sup> LE LIEU IDÉAL POUR RÉUSSIR VOTRE PROJET INDUSTRIEL



GROUPEMENT  
D'INTÉRÊT  
PUBLIC

SÉCURITÉ  
RECHERCHE  
PRODUCTION  
DÉVELOPPEMENT  
MUTUALISATION

✓ 4 plates-formes  
classées SEVESO II

✓ 7 pôles industriels

✓ 1 pôle incubateur dédié  
aux projets en chimie  
et nouveaux matériaux

+ d'infos sur  
[chemparc.com](http://chemparc.com)

Tél. : +33 (0)5 59 05 30 50  
[contact@chemparc.com](mailto:contact@chemparc.com)

sommaire

Région

TÉMOIGNAGES \_\_\_\_\_ 4

Industrie

CHEMPARC, un savoir-faire unique dans l'industrialisation de projets \_\_\_\_\_ 6

ARKEMA : « La relation que nous entretenons avec la région conforte notre implantation » \_\_\_\_\_ 8

CEREXAGRI investit 15 millions d'euros pour augmenter sa capacité à Mourenx \_\_\_\_\_ 9

Grâce à la mutualisation, TORAY a gagné sur ses investissements à Lacq \_\_\_\_\_ 10

La forêt landaise, source d'inspiration pour BERKEM, DRT et SILAB \_\_\_\_\_ 11

AEROPROTEC mise sur la R&D pour s'ouvrir à de nouveaux marchés \_\_\_\_\_ 12

LACQ PLUS ET MASE SUD-OUEST assurent la performance des sous-traitants \_\_\_\_\_ 13

Innovation

La LACQ GREEN VALLEY veut accompagner la transition énergétique \_\_\_\_\_ 14

SOLVAY : « La Nouvelle-Aquitaine est une pionnière en matière de soutien à la recherche » \_\_\_\_\_ 15

« INCREASE est un réseau collaboratif public-privé dédié à la valorisation de la biomasse lignocellulosique » \_\_\_\_\_ 15

L'UPPA vise une reconnaissance internationale \_\_\_\_\_ 16

RESCOLL tire profit de sa forte implantation régionale \_\_\_\_\_ 17

Formation

Le GRETA SUD AQUITAINE au service du développement économique \_\_\_\_\_ 18

Tribune

UIC AQUITAINE : « Sans chimie forte, il n'y a pas d'industrie forte » \_\_\_\_\_ 19

Sylvie Latieule

Rédactrice en chef

slatieule@infopro-digital.com

@SylvieLatieule



# La filière chimie-matériaux fait valoir ses atouts

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'Aquitaine, le Limousin et le Poitou-Charentes se sont unis pour former une seule et même région, la Nouvelle-Aquitaine. Doté d'une agriculture forte et diversifiée, d'une filière bois très développée, ce territoire n'en est pas moins dynamique sur le plan industriel. Parmi les industries les plus prometteuses, la chimie met désormais le cap sur les spécialités et les matériaux pour servir de nombreux clients aval dont le secteur aéronautique, particulièrement dynamique dans la région, ou celui des énergies renouvelables, en pleine expansion depuis la promulgation de la loi sur la transition énergétique.

Une des spécificités de la Nouvelle-Aquitaine est d'avoir eu, de longue date, cette intuition qu'il fallait construire des écosystèmes complets pour consolider les installations industrielles qui sont toujours créatrices de nombreux emplois. Dans la chimie, de la recherche fondamentale à la production industrielle, tous les maillons de la filière sont ainsi représentés : universités, grandes écoles, centres de formation, incubateurs, centres techniques, réseaux

de sous-traitants, start-up, PME, grandes entreprises... Tous ces acteurs recevant un soutien indéfectible des collectivités locales et de la région.

Au sud-ouest du territoire, le bassin de Lacq est même un cas d'école. Cette ancienne zone de production de gaz naturel est en train de réussir avec brio sa reconversion en plateforme chimique. Sa gouvernance et ses prestations mutualisées, la qualité de l'écosystème local, l'engagement des pouvoirs publics et des populations avoisinantes font de cette plateforme un lieu idéal pour l'accueil de projets industriels de grande envergure, nécessitant un environnement Seveso.

Dans un contexte de retour de la croissance en France et de volonté forte des pouvoirs publics d'accélérer le développement de ses filières industrielles les plus prometteuses, la filière chimie-matériaux en Nouvelle-Aquitaine fait valoir, à juste titre, ses atouts. Nul doute que l'écho de sa performance résonnera bien au-delà des frontières du pays et saura attirer l'attention des investisseurs internationaux les plus exigeants.

**INFOCHIMIE**  
MAGAZINE

Magazine édité par ETAI,  
Antony Parc II - 10, Place du Général  
de Gaulle - BP 20156 - 92186 Antony  
Cedex, Tél. : 01 77 92 92 92.

**PRÉSIDENT, DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION** : Julien Elmaleh.  
Commission paritaire  
n° 0217 T 78667 - ISSN 1286-0921  
Dépôt légal : Mars 2017.  
Achevé d'imprimer sur les presses  
de Corlet Imprimeur  
14110 Condé-sur-Noireau  
SAS au capital de 57 029 328 euros.  
Siret : 806 420 360 00117  
APE : 5814Z.

PEFC 10-31-1510

## « La chimie et les matériaux innovants sont des technologies clés, pourvoyeuses de solutions »



**Alain Rousset**, président de la région Nouvelle-Aquitaine

En juin 2015, les assemblées plénières des anciennes régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin ont adopté une délibération en faveur du développement des filières prioritaires, dont « Matériaux avancés (dont composites et céramiques) » et « Chimie verte et éco-procédés ». La chimie et les matériaux (chimie, plasturgie, papeterie, matériaux métalliques et minéraux) représentent plus de 30 000 emplois directs en

Nouvelle-Aquitaine. L'utilisation et l'intégration de matériaux innovants est un enjeu majeur pour la compétitivité des entreprises régionales des secteurs utilisateurs, en particulier l'aéronautique, le nautisme, les transports terrestres, l'énergie, le bâtiment et la santé. La nouvelle région Nouvelle-Aquitaine considère plus que jamais la chimie et les matériaux innovants comme des technologies clés, pourvoyeuses de solutions pour les industries régionales. Dans le cadre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) adopté en 2016, la région accompagne la structuration des filières industrielles, à travers notamment l'anticipation et l'accompagnement des mutations économiques, et déploie une politique de soutien à l'innovation. Cette stratégie qui articule

recherche, développement technologique et industrie se traduit notamment par la mise en œuvre de feuilles de route présentant des orientations stratégiques partagées avec les parties prenantes. À l'échelle de l'Aquitaine, deux feuilles de route avaient été établies (Composites Matériaux Avancés en 2009 et Chimie végétale en 2013). La région Nouvelle-Aquitaine entame un processus de concertation avec les acteurs de la filière (industriels, État, collectivités territoriales, universités, organismes de formation...) et élaborera une feuille de route stratégique dans ce domaine pour les prochains mois. La région Nouvelle-Aquitaine, à la pointe de l'innovation, entend accentuer ses leaderships dans ces domaines, et demeurer un territoire accueillant pour les industriels de la chimie et des matériaux». •

## « Notre politique couple étroitement recherche et implantation industrielle »



**Jacques Cassiau-Haurie**, président de la communauté de communes de Lacq-Orthez

Le Béarn possède un potentiel de recherche & développement peu commun. Le territoire de la communauté de communes de Lacq-Orthez (CCLO) accueille le GRL d'Arkema, le PERL de Total, ainsi que les centres de R&D de Toray Carbon Fibers Europe, M2i, SCE France (Hydro Québec), Scyll'Agro, Nankai Plywood, des laboratoires départementaux, des sociétés informatiques et les plateformes de transfert technologique du type Canoe. Les collaborations entre ces sociétés, les universités et la CCLO sont aussi nombreuses que variées :

laboratoires mixtes, thèses, post-doctorants, stages étudiants mais également financements croisés pour l'achat de matériels analytiques, la construction de pilotes, des aides publiques à la recherche et la collaboration étroite avec l'Université Pau Pays d'Adour (UPPA). Cependant, une de nos contributions les plus originales reste la construction de la plateforme technologique Chemstart'up avec des industriels, des collectivités territoriales et le GIP Chemparc. Elle accueille désormais 60 chercheurs privés et publics, et le projet Lacq Green Valley, coordonné par le GIP Chemparc, permettra de conforter notre politique qui couple étroitement recherche et implantation industrielle. Nous concevons donc le rôle de la CCLO comme un ensemblier, un catalyseur de volonté pour donner de l'efficacité à l'économie locale avec, comme finalité, l'emploi. Nos thèmes prioritaires pour la recherche, en concertation avec la région Nouvelle-

Aquitaine, se portent sur la chimie, l'énergie et les matériaux. Notre communauté ne ménage pas ses efforts pour maintenir les unités industrielles existantes et apporter innovation et investissements industriels. Nous poursuivons nos discussions avec des acteurs industriels déjà implantés sur les sites chimiques et qui détiennent une partie de l'avenir. C'est le cas d'Arkema, de Toray, d'Abengoa, de Novasep, de la Sobegi, et à travers elle, du groupe Total. Grâce à eux, plus de 500 millions d'euros ont été investis, ces dernières années, pour la production chimique. Un des leviers du développement économique passe enfin par la maîtrise du foncier à travers la reprise de terrains industriels délaissés par leurs propriétaires. Par exemple, nous veillons à favoriser une répartition équilibrée des terrains dévolus à l'industrialisation et des terrains impropres à l'industrie pour accueillir du photovoltaïque». •

## « L'État accompagne la filière chimie, tant au niveau national que régional »



© Fabrice Poirier

**Pierre Dartout,**  
préfet de la  
région Nouvelle-  
Aquitaine

« L'État accompagne l'industrie chimique aux niveaux national et régional, pour améliorer sa compétitivité face à la forte compétition internationale, et ce, aux côtés des collectivités locales, et notamment du Conseil régional. Au plan national, dans le cadre de l'animation du Comité stratégique de filière Chimie et Matériaux mis en place en 2013, le ministère de l'économie intervient sur les grands enjeux de la filière : la maîtrise du coût de l'énergie, l'utilisation des ressources renouvelables, le développement des plateformes industrielles qui permettent un gain de compétitivité, le soutien à la R&D et l'innovation (à travers le Plan industriel Chimie verte et Biocarburants, le FUI, le PIA...), la simplification de

la réglementation, et enfin, la formation des salariés en phase avec l'évolution des métiers. La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte a, par exemple, acté la mise en place d'un ensemble de mesures en faveur des entreprises fortement consommatrices d'énergie, dont celles de la chimie. Par ailleurs, une modernisation du droit de l'environnement est engagée, avec notamment l'autorisation environnementale unique mise en place depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Au niveau régional, l'État accompagne plus spécifiquement le développement des filières chimie et matériaux au travers de l'ADEC - un accord-cadre régional de développement des emplois et des compétences conclu avec les branches professionnelles, telles l'UIC et la Région - afin de développer l'employabilité et les compétences des salariés, et ainsi de contribuer à la modernisation des entreprises. En 2015-2016, 87 entreprises régionales et 1177 salariés ont bénéficié de ce dispositif. Un nouvel ADEC est en cours de construction pour couvrir le territoire de la région

Nouvelle-Aquitaine. En termes d'infrastructures, la ligne fret rénovée du Bec d'Ambès, inaugurée mi-2016, est un parfait exemple de ce que la mobilisation collective de l'État et des acteurs locaux peut permettre pour la sauvegarde du réseau capillaire, indispensable à l'activité industrielle et économique de notre pays et à l'emploi. Par ailleurs, fin 2016, la Direction générale des entreprises a invité les préfets de région à mettre en place des groupes de travail sur les plateformes chimiques, rassemblant toutes les parties prenantes (représentants de branche, industriels, État, collectivités locales), afin d'identifier les actions envisageables pour améliorer leur compétitivité et leur attractivité. Le bassin industriel de Lacq a été volontaire pour décliner cette réflexion. Sous le pilotage du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et de la Direccte, les résultats de ces travaux permettront de déterminer des actions utiles de niveaux départemental et régional, mais aussi de nourrir les actions nationales menées dans le cadre du comité national de filière ». •

## « L'agglomération de Pau-Béarn-Pyrénées a créé un environnement favorable à l'entreprise »



© DR

**François Bayrou,**  
président de la  
Communauté  
d'agglomération  
de Pau-Béarn-  
Pyrénées

« Deuxième pôle économique de la région Nouvelle-Aquitaine, la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées est un territoire riche d'un tissu d'entreprises de toutes tailles. Des TPE, des PME mais aussi des grands groupes qui construisent nos filières industrielles d'excellence : les géosciences,

l'aéronautique, la chimie, les matériaux et l'agroalimentaire. Au titre de sa compétence première, le développement économique, l'agglomération a créé un environnement favorable à l'entreprise. Elle propose des aides à l'immobilier ou à la modernisation de l'outil de production, mais aussi des aides à l'investissement immatériel ou à l'innovation. Avec la présence de Total, le domaine des géosciences est fortement représenté sur notre territoire. La chimie n'est pas en reste, avec différents domaines d'applications : la plasturgie (Global Packaging...), la pharmacie (Pierre Fabre, DBI Amatsi...) ou le traitement de surface pour l'aéronautique (Aéroprotec...). Nombre de ces entreprises ont d'ailleurs récemment bénéficié d'un soutien de notre Communauté

d'agglomération pour leurs projets de développement. La communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées, c'est aussi le cœur d'un pôle universitaire de référence avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), labellisée I-Site en 2017. Notre université travaille en partenariat avec de nombreuses entreprises locales, notamment sur des programmes de recherche dans le domaine de la chimie-matériaux. Pour encourager ce modèle, l'agglomération apporte un soutien conséquent à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, notamment en cofinçant laboratoires et projets de recherche. En soutenant les entreprises, la formation ou la recherche, nous agissons fortement en faveur du rayonnement économique de l'agglomération paloise ». •

BASSIN DE LACQ

Sur le **bassin de Lacq**, le **GIP Chemparc** remplit une triple mission: la **promotion** du territoire, la **prospection** de nouveaux acteurs et l'**accompagnement** de projets. Son objectif: convaincre des industriels français et étrangers que ses plateformes d'Induslacq et Chem'pôle 64 sont des lieux idéaux pour pratiquer tous types de chimie à coûts compétitifs, dans un **environnement Seveso**.



© Sobegi

# Chemparc, un savoir-faire unique dans l'industrialisation de projets



© Chemparc

**Pierre Nerguararian, président de Chemparc.**

**H**aut lieu de l'industrie chimique en région Nouvelle-Aquitaine, le bassin de Lacq a la particularité de regrouper 4 plateformes chimiques à Mont, Pardies-Noguères, Lacq (Induslacq) et Mourenx (Chem'pôle 64). Les deux dernières bénéficiant d'une gestion mutualisée grâce à l'intervention de la société Sobegi (voir entretien). En revanche, pour ce qui est du développement du bassin et de l'accompagnement de nouveaux investissements, c'est vers la structure Chemparc qu'il faut se tourner, structure présidée depuis 2012 par Pierre Nerguararian, ancien patron de Total à Lacq. Créé en 2003, sous un format de GIP (groupement intérêt public), Chemparc remplit trois missions principales, selon Patrice Bernos, son directeur général. Le groupement promeut le territoire en France et à l'étranger et prospecte de nouveaux projets. Puis, il accompagne les por-

teurs de projets et joue un rôle d'intermédiaire auprès d'acteurs territoriaux susceptibles d'apporter un accompagnement financier comme la communauté de communes de Lacq-Orthez (CCLO), le département, la région... Enfin, Chemparc gère Chemstart'up, une plateforme de recherche mutualisée.

«*Dans le cadre de nos actions de prospection, nous participons soit à des salons majeurs comme le CPhI, le JEC, l'Achema, Energaia ou Pollutec, soit à des journées de conférences plus techniques ou à des rendez-vous d'affaires. Cela nous permet de faire la promotion de notre territoire et d'élargir notre réseau. L'effet réseau est fondamental. Les industriels du bassin et les centres de recherche sont autant de points d'appui pour multiplier les contacts*», confie Patrice Bernos. Il cite également l'aide de la jeune entreprise innovante Coexel qui propose des solutions et services de veille technologique et stratégique dans les secteurs technologiques innovants.

Le dirigeant cible des projets de recherche et développement préindustriels, pour une implantation à proximité de Chemstart'up - comme vient de le faire la plateforme Canoequi pourront déboucher à terme sur des projets d'industrialisation. Mais il scrute également des investissements de plus grande envergure, de quelques dizaines voire quelques centaines de millions d'euros d'investissements, souvent portés par des industriels étrangers désireux de s'implanter sur un site en France, qui seront aiguillés de préférence sur les sites de Lacq ou de Mourenx pour bénéficier des services de la Sobegi. Dans tous les cas, c'est un travail de longue haleine. «*Pour un projet industriel important, entre le début de l'étude et la mise en exploitation, il peut s'écouler cinq bonnes années. Pour des projets de taille moyenne, nous comptons deux ou trois ans*», confie Patrice Bernos qui expertise en ce moment un nouveau dossier.

## CHEMSTART'UP HÉBERGE DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE PRÉ-INDUSTRIELLES

Inaugurée en 2011, moyennant un investissement de 6,7 M€, la plateforme ChemStart'up est constituée de 8 modules pré-équipés, proposés à la location. Ils sont tous constitués d'un espace laboratoire de 75 m<sup>2</sup>, d'une halle pouvant accueillir un pilote de taille semi-industrielle, de bureaux, et d'un accès à une zone de stockage. Pensée au

départ pour être un hôtel d'entreprises, ChemStart'up est devenue au fil des années une plateforme de recherche mutualisée. Sont abrités la société de biocontrôle M2i, le laboratoire PIC, commun entre ESPCI, Total, et l'UPMC, dédié à la physico-chimie des interfaces complexes, la start-up BGH dans le traitement des effluents liquides, SCE France, filiale

d'hydroQuébec dédiée au stockage de l'énergie, et la société Arkema qui opère aussi un centre de recherche, le GRL, tout près de la plateforme. Le contrat locatif de ChemStart'up prévoit d'ailleurs un accès aux équipements analytiques de GRL qui avaient bénéficié à ce titre d'un investissement de 800 K€ en 2012, de la part de la CCLO. •

## Poursuivre la reconversion du bassin

L'enjeu sur ce bassin de Lacq est de poursuivre sa reconversion depuis l'arrêt de la production de gaz commercial, fin 2013. Jusqu'à présent, les efforts ont porté leurs fruits, puisque l'effectif global est resté quasiment stable par rapport aux périodes de plus forte activité. Parmi les plus récents investissements figure le projet Lacq Cluster Chimie 2030 (LCC30) inauguré en 2012. Quelque 150 M€ ont été injectés pour exploiter le fond du gisement, à faible débit, et valoriser en priorité l'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S),



La plateforme de Induslacq, prête à accueillir de nouveaux investisseurs.

ENTRETIEN

## « Faire de Sobegi la référence en Europe pour les utilités et les services mutualisés »

Alors que l'offre d'accueil en environnement Seveso commence à se structurer sur le territoire français, les plateformes de **Lacq** et **Mourenx** visent la **poie position**, aidées par les derniers projets d'investissement de Sobegi, leur gestionnaire. Détails avec **Gilles Noguérol**, président de Sobegi.



© Sobegi

### Pouvez-vous présenter la société Sobegi ?

**Gilles Noguérol :** Sobegi est une société de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires, qui emploie 240 personnes et dont la particularité est de gérer les plateformes de Mourenx et de Lacq. Depuis plus de quarante ans, Sobegi allie cette activité avec deux métiers, celui de fournisseur d'utilités (gaz, vapeur, eau, électricité, air comprimé, azote, H<sub>2</sub>S...) et celui de fournisseur de services (sécurité, sûreté, maintenance, bureau d'études, analyses de laboratoire...). Dans les deux cas, ces prestations sont mutualisées pour le compte de la trentaine de clients installés sur les plateformes Seveso Induslacq et Chem'pôle 64.

### Quels sont les avantages offerts par la mutualisation ?

**G.N. :** En premier lieu, la mutualisation permet à un industriel d'éviter de réaliser des investissements lourds pour produire ses propres utilités ou assurer sa sécurité. Il est, par exemple, inutile d'investir dans une chaudière pour produire sa propre vapeur. En dehors des économies d'investissements et de coûts d'exploitation non négligeables, la mutualisation accélère l'installation de nouveaux entrants grâce à son offre clés en main. L'expertise de Sobegi en la matière permet d'accompagner l'implantation

de nouveaux projets et le développement endogène des industriels clients du site.

### Quels sont les atouts des deux plateformes pour l'accueil de nouveaux industriels ?

**G.N. :** Les atouts de ces deux plateformes sont nombreux, à commencer par les prestations mutualisées proposées par Sobegi, dont le modèle reste atypique en France, avec une capacité d'adaptation qui lui permet de répondre à des besoins spécifiques. Mais la caractéristique première de ces plateformes est l'accès au gaz. Et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit du gaz qui continue d'être produit par le gisement de Lacq. Cela nous permet de proposer à nos clients un gaz à un prix durablement compétitif, totalement déconnecté des fortes variations du prix du marché. Par ailleurs, nous proposons des parcelles qui bénéficient déjà d'un environnement Seveso, d'un PPRT signé. L'urbanisation reste modérée sur le bassin de Lacq et nous travaillons de concert avec la population avoisinante, les industriels, les élus locaux ainsi que les autorités pour entretenir un dialogue constructif, alliant acceptabilité, développement durable, transition énergétique et activité industrielle. Nous avons intégré depuis très longtemps une politique d'économie circulaire qui est

également un potentiel d'attractivité pour des plateformes mutualisées.

### Quels seront les bénéfices pour ses clients du plan d'investissement sur cinq ans, annoncé par Sobegi ?

**G.N. :** À l'horizon 2025, nous avons l'ambition de faire de Sobegi la référence en Europe en matière de fourniture d'utilités et de services pour ces plateformes, en proposant des prestations compétitives au meilleur rapport qualité/prix européen. Pour cela, Sobegi a annoncé, en début d'année, un plan d'investissement de 30 M€ sur cinq ans pour améliorer la compétitivité de son offre et par ce biais, l'attractivité du bassin. Un gros tiers de cet investissement est destiné à augmenter l'efficacité énergétique des plateformes. En effet, nous allons injecter 10 M€ dans la construction d'une unité de cogénération qui produira de l'électricité à partir du gaz de Lacq. Le démarrage de cette installation est prévu pour le 2<sup>e</sup> semestre 2018. Par ailleurs, nous allons investir dans nos réseaux de vapeur ainsi que dans nos chaudières pour optimiser leur fonctionnement. Un deuxième tiers sera consacré à la modernisation des installations électriques et à améliorer les performances du réseau de distribution. Enfin, le dernier tiers sera destiné à des améliorations de Sécurité et Environnement car c'est notre priorité absolue. À noter, un jalon clé : le grand arrêt quinquennal du printemps 2018, qui sera l'occasion de faire évoluer une partie de nos installations et s'accompagnera de la mise en place d'une organisation plus fluide et plus agile. •

puis le méthane associé. Toujours à Lacq a été inaugurée, l'année suivante, par le Japonais Toray une unité de production de polyacrylonitrile (PAN), représentant un investissement de 120 M€. Début 2016, a été mise en service la centrale biomasse BioLacq Énergies, représentant près de 60 M€ d'investissement. Cette année, c'est la plateforme de Mourenx qui va bénéficier d'un investissement de 15 M€. L'un de ses locataires, Cerexagri, augmente sa capacité de production de bouillie bordelaise. Enfin, dans l'enceinte de Chemstart'up, vient d'être édifié un nouveau bâtiment qui sera opéré par la plateforme Canoe pour abriter un pilote de production de fibres de carbone sur base biosourcée ainsi que la future Lacq Green Valley pour le développement de produits chimiques et matériaux au service des énergies renouvelables.

En revanche, la vie d'une plateforme chimique est aussi faite de fermetures. À Pardies-Noguères, après l'arrêt de la production d'acide acétique par Celanese, le producteur d'engrais Yara pourrait aussi jeter l'éponge, si la recherche en cours d'un repreneur n'aboutit pas, libérant quelques hectares de plus pour de nouveaux entrants. Un projet de revitalisation est cependant en route avec la reprise de 160 hectares de terrains auprès de Rio Tinto et Celanese par la CCLO et l'installation d'une centrale solaire avec l'opérateur SunPower, symbole de l'ouverture du bassin à ce nouveau secteur des énergies renouvelables. •

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

## « La relation que nous entretenons avec la région conforte notre implantation »

Le **GRL**, installé à Lacq, bénéficie de la **forte activité** de la région dans les matériaux, en particulier dans les **composites**. Ce qui légitime parfaitement sa place dans le dispositif de **recherche** d'**Arkema** selon **Christian Collette**, directeur de recherche du groupe.



Christian Collette, directeur de recherche d'Arkema.

© Arkema

### Que faut-il retenir des activités du groupe Arkema en Nouvelle-Aquitaine et au niveau du Bassin de Lacq ?

**Christian Collette** : En dehors du site de Lannemezan qui est centré sur la production d'hydrazine, toutes les installations du groupe Arkema en région sont regroupées sur le bassin de Lacq. Nous avons une unité de production de Lactame12, matière première pour la fabrication du PA 12, à Mont, une unité de thiochimie et d'intermédiaires soufrés sur la plateforme Industlacq et un centre de recherche à proximité, le GRL (Groupement de recherche de Lacq).

### Quelle est la place du GRL dans le dispositif de recherche de votre groupe ?

**C.C.** : Suite à l'histoire de la chimie française, le groupe Arkema a hérité de nombreux centres de recherche. Nous en avons quatre historiques, basés aux quatre points cardinaux. Avec les récents rachats de Bostik, de Coatex et de Cray Valley, nous disposons désormais de 7 centres de recherche en France. C'est un nombre important et ceci nous oblige à les spécialiser. Le GRL travaille dans trois domaines particuliers : la thiochimie, les zéolithes et tamis moléculaires et quelques activités de recherche « corporate ». Nos activités en thiochimie sont un lien direct avec l'usine de Lacq. Mais pour ce qui est des zéolithes et tamis moléculaire, elles sont en lien avec Honfleur. Quant aux programmes « corporate » sur les composites et les copolymères à bloc, ils pourraient théoriquement être rapatriés dans n'importe quel centre

de recherche du groupe. D'autant plus que de par sa localisation géographique, le GRL se trouve un peu excentré.

### Pourquoi poursuivre la recherche à Lacq ?

**C.C.** : La relation que nous entretenons avec la région conforte notre implantation. Depuis de longues années, nous faisons ensemble la même analyse : le développement de la R&D peut contribuer au développement de l'industrie. Aussi, nous avons mis en place un contrat-cadre. Arkema s'engage à développer des programmes collaboratifs avec des universités et des industriels et la région participe aux financements. C'est dans ce cadre que nous avons mis en place la plateforme Canoe autour de la thématique des composites. À travers cet outil, de nombreux programmes de recherches sont montés. On peut citer Isocel, dans le photovoltaïque et Effiwind dans l'éolien, qui bénéficient également à de nombreuses PME et ETI de la région. Autre exemple avec la chaire industrielle sur les nouveaux matériaux pour la nanolithographie que nous avons montée avec le laboratoire LCPO à Bordeaux. Notre collaboration a permis d'attirer le professeur Georges Hadziioannou qui est l'un des pionniers des matériaux nanostructurés. Parmi les derniers exemples en date, il y a le laboratoire commun que nous avons monté avec HydroQuébec sur la plateforme ChemStart'up. Notre programme de recherche vise la formulation d'électrolytes pour les batteries au lithium et l'utilisation d'électrodes de type Kynar ou de nanotubes de carbone qui sont

produits par Arkema. Et puis, il y a ce nouveau bâtiment Canoe qui vient d'être édifié sur la plateforme ChemStart'up avec l'aide de la Communauté de communes de Lacq et qui sera dédié à la production semi-industrielle de « tapes » unidirectionnels (rubans composés de fibres carbone ou de verre et de résines thermoplastiques) pour l'application automobile.

### Le GRL entretient donc un lien étroit avec la plateforme ChemStart'up...

**C.C.** : En effet, les entreprises et les start-up qui s'installent sur cette plateforme ont un accès aux outils analytiques du GRL. Elles bénéficient également de notre savoir-faire en matière de sécurité, ainsi que de nos services de maintenance. C'est un atout pour attirer les entreprises. Le GRL, avec ses 160 chercheurs, est une entité qui consolide bien tout cet écosystème de recherche dans la région et sur le bassin de Lacq.

### Comment la Nouvelle-Aquitaine pourrait-elle devenir incontournable pour Arkema ?

**C.C.** : Le gros enjeu que nous avons dans la région concerne le domaine des composites. C'est un sujet qui va être dominant dans les prochaines années, mais cela va prendre du temps. Nous devons développer notre R&D, afin de pouvoir lancer des semi-produits. Pour cela, nous faisons en sorte de travailler sur le couple produit/résine et procédé en l'adaptant aux besoins de nos clients et à leurs applications. Nous faisons le pari que les composites, en particulier les composites thermoplastiques sur lesquels nous travaillons, vont s'installer dans de nombreux domaines : aéronautique, automobile, éolien, nautisme... Dans le Sud-Ouest, il existe déjà un écosystème très pertinent dans le domaine, avec une vraie volonté politique destinée à créer des emplois. •

BOUILLIE BORDELAISE

# Cerexagri investit 15 M€ à Mourenx

Producteur de **bouillie bordelaise** sur le site de Mourenx, Cerexagri, filiale du groupe indien UPL, accroît sa capacité de production. L'objectif est de répondre à la forte **croissance** du **marché** de ce **fongicide** utilisable en **agriculture biologique**.

**C'**est le dernier investissement en date annoncé sur le bassin de Lacq. Cerexagri, filiale française de l'indien UPL rachetée à Arkema en 2007, a annoncé cette année son projet d'injecter 15 millions d'euros sur le site de Mourenx. Objectif : augmenter sa capacité de production de bouillie bordelaise à travers la construction d'un nouveau bâtiment et d'une deuxième ligne de production. La construction a démarré en août 2017 pour une mise en exploitation fin mars 2018.

« La bouillie bordelaise est un fongicide à base de sulfate de cuivre mélangé à de la chaux qui a été découvert par un professeur de botanique de la faculté de Bordeaux. Nous produisons de la bouillie bordelaise sur le site de Mourenx depuis les années 2000, puis nous avons lancé en 2005 un produit plus concentré, du sulfate

de cuivre tribasique, qui présente des avantages en termes de manipulation ainsi qu'au niveau logistique et stockage. Ces deux produits étaient fabriqués sur la même ligne. Grâce à cet investissement, nous allons séparer les deux lignes de production », détaille Philippe Cavasse, directeur de l'établissement de Mourenx. Dans le cadre de cet investissement, Cerexagri devra notamment construire une deuxième tour de séchage par atomisation. Ce procédé permet à la société de commercialiser ses produits sous forme de micro-granulés, et non de poudres, réduisant ainsi l'exposition des utilisateurs à ces fongicides. Pour mener à bien ce projet, Cerexagri a fait l'acquisition d'un terrain de 8 000 m<sup>2</sup> sur la plateforme de Mourenx entrant dans le périmètre du PPRT. « Nous sommes déjà en train de regarder les terrains autour. Car nous espérons que notre expansion pourra continuer », a déclaré le directeur.

### Une compatibilité avec l'agriculture biologique

La bouillie bordelaise a la particularité de pouvoir être utilisée en agriculture biologique car la molécule existe aussi à l'état naturel, et partout dans le monde, la demande croît. Ce produit est notamment appliqué par pulvérisation contre le mildiou de la vigne et d'autres cultures, c'est aussi



© Laporte Konikoff

Représentation 3D du futur bâtiment.

un bon bactéricide. En France, à Bordeaux et Marseille, le groupe possède deux autres sites de production de phytosanitaires à base de soufre qui sont aussi compatibles avec l'agriculture biologique. Cet engouement pour des molécules naturelles à la place de phytosanitaires de synthèse a un effet positif sur l'emploi, puisque l'effectif de l'usine de Mourenx ne cesse de monter en puissance. « En 2006, nous étions 21 personnes. Maintenant, nous sommes plus de 40 collaborateurs. À terme, une dizaine de personnes supplémentaires vont nous rejoindre. Et cela pourrait continuer », évalue Philippe Cavasse.

Pour ce qui est du groupe UPL, il emploie 4 500 personnes en production dans le monde avec des installations en Inde, cinq sites en Europe, dont les trois en France, des unités en Amérique du Sud et en Asie, et une unité en cours de construction aux États-Unis. •

## 3 questions à Philippe Cavasse, directeur de l'établissement

### Quels sont les avantages d'être installé sur une plateforme mutualisée ?

**Philippe Cavasse :** Notre installation sur une plateforme mutualisée présente de nombreux avantages. Cela garantit la maîtrise de l'urbanisation autour du site. Cela permet un accès à de nombreuses utilités (vapeur air, comprimé, gaz et distribution d'électricité). Nous pouvons bénéficier de nombreux services, notamment en matière de sécurité et de gestion de

crise... Nous avons des accords d'aide mutuelle en cas de problème, ce qui est très appréciable pour une petite unité de production. Un site isolé rencontrerait beaucoup plus de difficultés pour s'agrandir.

### Et les inconvénients ?

**P.C. :** On concentre les risques et l'administration demande alors d'augmenter la maîtrise des risques. Ceci impose de réaliser des investissements que l'on ne ferait pas seul et de payer pour les risques des autres.

Mais c'est justement le principe de la mutualisation.

### La Sobegi a annoncé un investissement conséquent pour diminuer le coût de ses prestations. Cela a-t-il déclenché votre investissement ?

**P.C. :** Notre investissement n'est pas directement lié aux efforts que va réaliser Sobegi sur la plateforme. Certes cela va nous aider car nous aurons besoin de plus de gaz et de vapeur. Mais il n'a pas été décisif. En revanche, ce qui a été décisif, c'est

l'acceptation des riverains et de l'administration. Nous n'avons pas rencontré trop de complexité administrative pour avoir des autorisations d'exploiter. Par ailleurs, le produit fabriqué ici est reconnu pour son haut niveau de qualité, dans le monde entier où nous exportons 80 % de la production. D'autres sites du groupe, en Inde et en Amérique latine, étaient en concurrence pour accueillir cet investissement. Mais c'est sur Mourenx que le choix s'est porté.

FIBRES DE CARBONE

# Grâce à la mutualisation, Toray a gagné sur ses investissements à Lacq

Producteur de fibres de carbone à Abidos depuis 35 ans, le groupe japonais a récemment complété son outil industriel par une **installation de polyacrylonitrile** sur la **plateforme de Lacq**. Prestations mutualisées et qualité des effectifs du bassin ont pesé favorablement dans le choix de cette implantation.

**S**ur la plateforme Industlacq qui est la plus importante des quatre plateformes du bassin de Lacq, les installations de Toray Carbon Fibers Europe (Toray CFE) sont facilement identifiables. En effet, le groupe japonais (18 milliards de dollars de CA en 2017) a choisi la couleur rouge pour revêtir les murs extérieurs de sa nouvelle unité de production de polyacrylonitrile (PAN), inaugurée en 2014. À cette époque, plus de 100 millions d'euros ont été investis dans ce projet qui a nécessité l'achat d'une parcelle sur la plateforme. En complément, un centre de R&D a ouvert ses portes en 2013 et d'anciens bureaux appartenant au groupe Total ont été réhabilités pour abriter le siège social de Toray CFE en 2016.

Le PAN est un précurseur de fibres de carbone, qui peuvent ensuite être mises en forme de différentes façons : profilés pultrudés (plats carbone, joncs), tissus ou pré-imprégnés (tissus additionnés de résines). Ces produits sont utilisés en renfort dans des matériaux composites, en particulier dans les transports (aéronautique, automobile, ferroviaire, nautisme), l'industrie ou le secteur des sports et loisirs.

Avec les propriétés mécaniques exceptionnelles qu'on leur connaît.

En termes de capacités, cette usine de PAN est au moins quatre

fois plus importante que toutes les autres usines de Toray et de ses concurrents, partout dans le monde. À l'origine de ce projet, il y a eu la volonté du groupe japonais de s'intégrer plus en amont dans la chaîne de valeur de production de fibres de carbone en France. Il se trouve qu'à 3 km de la plateforme Industlacq, à Abidos, Toray possède 5 lignes de production de fibres de carbone pour une capacité totale de 5 200 t par an. C'est là que l'on pratique la carbonisation de PAN pour accéder à de la fibre de carbone. Créée en 1982, l'unité était connue sous le nom de Soficar dans la région, avant de passer dans le giron de Toray en 2011. Elle fabrique en complément des profilés pultrudés à partir de fibres de carbone. L'investissement de Lacq s'inscrit donc en amont de l'usine d'Abidos et permet d'assurer son approvisionnement en matière première.

Avec l'ensemble de ces activités, ainsi que la commercialisation de tissus et de pré-imprégnés qui ne sont pas fabriqués sur le sol français, Toray CFE a réalisé un chiffre d'affaires de 185 millions d'euros en 2016 pour un effectif de 430 personnes.

Jean-Marc Guilhempey, qui vient de succéder à Bernard Martin à la tête de Toray CFE, revient sur l'origine de cet investissement dans la production de PAN. « Nous avons regardé à l'époque d'autres sites dans la région. Mais la plateforme Industlacq était mieux positionnée. Il nous fallait un environnement Seveso III seuil haut en raison de la manipulation d'acrylonitrile. Il nous fallait des utilités en grande quantité, en particulier de la vapeur, et des installations de traitement de déchets », explique le dirigeant. Il poursuit : « L'utilité de la structure

*Sobegi est qu'elle permet d'éviter certains investissements. Nous estimons à environ 20% les économies que nous avons pu réaliser sur le montant global de notre investissement ».*

L'autre point fort du bassin de Lacq, c'est sa capacité à fournir des personnels qualifiés. Pour mener à bien ce projet de Lacq, Toray CFE a dû embaucher une soixantaine de collaborateurs sur des fonctions d'opérateurs. Ces recrutements ont pu être réalisés sans difficulté avec la collaboration de la cellule locale de Pôle Emploi. « Lorsque le groupe Toray a décidé d'investir dans la région, il nous a été demandé si on allait trouver suffisamment de personnel de qualité pour faire tourner notre usine. Ici, nous n'avons pas rencontré de problèmes. C'est un point fort pour l'attractivité de la plateforme à l'égard de nouveaux entrants », estime Jean-Marc Guilhempey.

## Des perspectives à long terme positives

Pour ce qui est du futur de Toray CFE dans le bassin de Lacq, le dirigeant observe que l'entreprise ne produit pas encore toute la palette de produits qui sont fabriqués à Ehime au Japon, premier site du groupe Toray. Il manque encore la production de matériaux intermédiaires tels que les tissus et les pré-imprégnés. Mais même s'il reste 18 hectares de foncier disponibles à Abidos, la période n'est guère propice à de nouveaux investissements. Toray CFE est encore en phase d'intégration de sa nouvelle unité. Quant au marché des fibres de carbone, il a connu récemment un léger tassement. Quoi qu'il en soit, les perspectives à plus long terme restent positives. Les composites renforcés de fibre de carbone sont des matériaux « high tech », aux applications encore confidentielles. Mais leur démocratisation est engagée et les possibilités de substitution de matériaux, en particulier de métaux, sont immenses, laissant augurer un futur alléchant. •

Bobines de fibres de carbone.



© Toray

## CHIMIE BIOSOURCÉE

Le **massif résineux forestier** est un **vivier de matières premières**, notamment pour l'industrie chimique. Les acteurs régionaux du secteur œuvrent pour l'élargissement de l'usage du **biosourcé** tout en veillant à une gestion durable de cette ressource.

# La forêt landaise, source d'inspiration pour Silab, DRT et Berkem

**S**ur plus de 630 000 ha, une quasi-monoculture de pin maritime. Dans le département des Landes, le taux moyen de boisement atteint les 67 %, faisant de la forêt landaise la plus grande forêt cultivée d'Europe. Pour la Nouvelle-Aquitaine, ce massif résineux forestier est un vivier de matières premières à exploiter, notamment dans le secteur de la chimie biosourcée. Si la région entend promouvoir l'usage de molécules biosourcées issues de sa forêt, elle veille aussi à une gestion durable de cette ressource. Car ils sont nombreux à puiser dans la forêt landaise : industrie papetière, emballage, ameublement, construction et aussi industrie chimique. À sa création en 1932, la société DRT valorisait la colophane et l'essence de térébenthine issues de la gemme du pin des Landes. La première est exploitée pour ses caractéristiques tackifiantes, et la seconde pour les caractéristiques

odoriférantes des molécules qui la composent (les terpènes). En 1980, la production d'essence de pin par distillation des aiguilles de l'arbre donne naissance à la société Biolandes, devenue un des premiers producteurs d'extraits naturels pour la parfumerie. L'extraction est aussi au cœur de l'activité de l'entreprise Berkem qui propose une grande variété d'extraits naturels pour les additifs alimentaires et la cosmétique. Un marché cosmétique visé également par Silab. Expert en biologie de la peau et dans la maîtrise du naturel depuis plus de 30 ans, ce groupe français indépendant développe, fabrique et commercialise des principes actifs naturels brevetés à l'efficacité prouvée.

## Un usage raisonné des molécules biosourcées

La nature étant sa première ressource, la société est très attentive au respect de la biodiversité. La préservation des matières premières est un enjeu de taille pour ces entreprises. Pour que l'activité de l'industrie chimique ne tarisse pas la source, différents acteurs régionaux (la cellule biomasse régionale, Aquitaine Chimie Durable, le pôle de compétitivité Xylofutur) agissent comme promoteurs d'un usage de molécules biosourcées toujours plus large, mais aussi durable et raisonné. Pour cela, une partie des industriels vient se greffer sur le cycle de fabrication de la pâte à papier, activité historique de la région. Cette démarche a été entreprise par DRT dans les années 70, date à laquelle le gemmage, par manque de productivité, ne se pratiquait plus en France. « Depuis, DRT est alimentée en matières premières par de l'essence des papeteries qui a remplacé l'essence de térébenthine et par du « tall oil » qui

a remplacé la « résine » contenue dans la gemme. Dorénavant, ce sont donc les coproduits de fabrication de la pâte à papier qui alimentent DRT », explique Christophe Marsan, directeur des Relations Institutionnelles. Puis en 2011, DRT et ses partenaires ont remporté un appel d'offres de la Commission de régulation de l'énergie pour développer la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable. Mais les enjeux à venir de la chimie biosourcée ne s'arrêtent pas là. Avec le développement des biotechnologies, les principes actifs d'origine végétale sont progressivement remplacés par des molécules d'intérêt d'origine naturelle produites grâce à la microbiologie. « Aujourd'hui, Silab s'appuie sur les biotechnologies pour produire des micro-organismes (levures, micro-algues, bactéries) qui lui servent de matière première pour la fabrication de ses actifs », illustre Jean Paufigue, président fondateur de Silab. Pour répondre à tous ces enjeux, les industriels peuvent compter sur le soutien de la région. La Nouvelle-Aquitaine veut développer son réseau d'Entreprises de taille intermédiaire (ETI). Avec la création d'un club des ETI, elle espère faire naître une synergie entre ces différents acteurs. Pour encourager le partage d'expériences, elle organise notamment des rencontres thématiques autour des ressources humaines, de la gestion des compétences ou encore du développement à l'international, un des points stratégiques pour ces entreprises. Soutenue par cinq filiales (États-Unis, Brésil, Chine, Corée du Sud et Singapour), Silab réalise 60 % de son chiffre d'affaires à l'export. Même constat pour Olivier Fahy, dirigeant du Groupe Berkem, qui réalise 47 % de ses ventes à l'export. •

## LA COGÉNÉRATION BIOMASSE POUR UNE ÉNERGIE PLUS VERTE

En partenariat avec Engie et la Caisse des Dépôts, DRT s'est investie pour les vingt prochaines années dans une centrale de cogénération biomasse pour répondre au programme européen : 20 % de l'énergie consommée par les États membres d'origine renouvelable dès 2020. L'installation permettra de produire la vapeur pour les besoins industriels de DRT et de l'électricité revendue à

EDF. Fourni par la filiale DRT AB, le bois-énergie est composé en priorité de souches et de cimes du massif landais, des parties non exploitées. Cette initiative répond aussi à la volonté de la Nouvelle-Aquitaine d'inscrire ses cinquante industriels les plus gros consommateurs d'énergie dans un cercle vertueux : améliorer leur efficacité énergétique pour diminuer leur consommation d'énergie.

## TRAITEMENT DE SURFACE

# Aéroprotec mise sur la R&D pour s'ouvrir à de nouveaux marchés

Spécialisée dans le traitement des **pièces aéronautiques à forte technicité**, l'entreprise paloise s'est restructurée pour mettre ses compétences au profit d'une diversification de son activité. Le domaine du luxe est tout particulièrement visé.



Docteur en sciences et génie des matériaux, Sylvain Amand est responsable du département R&D créé en 2012.

Créée en 1946 à Pau, l'entreprise Janini est rachetée, et rebaptisée Aéroprotec par Thierry Haure-Mirande en 2005. Aujourd'hui, la société de prestation de services est spécialisée dans les procédés spéciaux aéronautiques, notamment la protection contre la corrosion de pièces et leur fonctionnalisation. Sur ses 5 000 m<sup>2</sup> couverts d'usines à Pau, 2 000 m<sup>2</sup> sont réservés à la peinture. Les 3 000 m<sup>2</sup> restants sont consacrés aux procédés par voie humide : oxydation anodique, dépôt par voie électrolytique et conversion chimique. Ces traitements de surface doivent être conformes aux documents de qualification édités par les donneurs d'ordre aéronautique (Airbus, Safran, Dassault). Mais ils doivent également répondre aux exigences techniques des clients. « *Les donneurs d'ordre recherchent la qualité et la rapidité. L'application des peintures et les traitements doivent être homogènes, performants, et ne présenter aucun défaut* », souligne Sylvain Amand, responsable R&D chez Aéroprotec. Alors il faut se démarquer de la concurrence, particulièrement importante dans la Région. Avec deux filiales de Safran implantées à quelques kilomètres de Pau, et les deux capitales françaises de l'aéronautique que sont Bordeaux et Toulouse à proximité, la Nouvelle-Aquitaine est au carrefour des grands donneurs d'ordre du secteur. « *Cela se traduit dans notre chiffre d'affaires qui se répartit à parts égales entre Dassault, Safran et Airbus. C'est une position stratégique géographiquement, et du point de vue de la répartition des*



La nouvelle usine sera consacrée aux pièces de grandes dimensions.

marchés », selon S. Amand. Pour se positionner sur le marché, Aéroprotec a choisi de se spécialiser dans le traitement des pièces aéronautiques à forte valeur ajoutée.

## Une haute technicité

Si les aérostructures d'un avion sont traitées en grande quantité, rapidement et à faible coût, certaines pièces à géométrie plus complexes nécessitent davantage de technicité et des montages spécifiques. « *Nous avons des capacités et une rapidité de production moins importantes que celles de certains concurrents, mais nous traitons des pièces à forte valeur ajoutée comme des carters ou des capots complexes* », poursuit-il. Les contraintes de qualification du secteur aéronautique ajoutées à cette stratégie de positionnement obligent Aéroprotec à avoir de nombreux services support pour gérer les procédures de qualification et s'assurer de la conformité des outils de production. Dès 2018, l'entreprise traitera même des pièces aéronautiques de grandes dimensions dans sa nouvelle usine à Uzein (64) pour diversifier son activité. Une démarche dont l'origine est aussi liée à la création du département R&D en 2012. Le laboratoire R&D a pour rôle premier d'apporter un soutien à la production, notamment en aidant l'entreprise à passer la barrière Reach. « *90 % de nos procédés sont impactés par cette directive* », explique-t-il. Des projets de recherche sont menés dans l'objectif d'utiliser le fruit de ces travaux en production dans les années

à venir. Aéroprotec travaille notamment sur la substitution du chrome trivalent et le développement d'un logiciel de simulation des procédés électrochimiques.

Mais sur la feuille de route du département R&D d'Aéroprotec, il y a aussi un volet d'intégration à de nouveaux secteurs d'activité. Avec le CEA de Grenoble, elle travaille sur l'introduction de nanoparticules dans des traitements de surface pour authentifier les pièces de façon invisible et améliorer la traçabilité. Un projet avec lequel elle espère pénétrer le luxe, un autre marché à forte valeur ajoutée. En collaboration avec une restauratrice d'œuvre d'art, la société développe aussi une méthode de protection contre l'oxydation des armatures en acier dans les structures en plâtre poreuses. Pour intégrer ces nouveaux marchés, Thierry Haure-Mirande, p-dg d'Aéroprotec, parie sur une équipe de cadres, avec notamment l'arrivée récente d'un directeur commercial. « *Les clients savent que l'entreprise est amenée à évoluer, et ils sont rassurés de savoir que, derrière la prestation, il y a ce département qui assure le service après-vente* », ajoute S. Amand. Et dans cette démarche d'innovation, Aéroprotec peut compter sur le soutien de la Nouvelle-Aquitaine. « *Dès 2012, nous avons eu un écho très favorable de la Région pour le financement de projets de recherche. D'ailleurs, la Nouvelle-Aquitaine finance en partie notre projet de logiciel de simulation de procédés électrochimiques* », conclut-il. •

## FOURNISSEURS

# Lacq Plus et Mase Sud-Ouest assurent la performance des sous-traitants

Le **bassin de Lacq** se caractérise aussi par la présence d'une forte densité de sociétés **sous-traitantes**, ainsi que par les **liens étroits** qu'elles entretiennent avec les industriels de la **chimie**. Deux associations Lacq Plus et Mase Sud-Ouest s'emploient à cette mise en relation pour maintenir un **haut niveau** de compétences et d'attractivité pour de nouveaux investisseurs.

**S**ur le bassin de Lacq, industriels de la chimie et acteurs de la sous-traitance, qui sont particulièrement nombreux, travaillent main dans la main. L'explication tient à l'externalisation de services autrefois internalisés par les industriels de la chimie, à l'œuvre depuis une trentaine d'années. « *Ilya eu dans le temps un transfert de compétences. Et il a fallu que les prestataires puissent apporter une qualité de services au même niveau que celle qui était en vigueur dans les entreprises de la chimie* », témoigne Jean-Michel Lahittete, président du directoire de la société sous-traitante Aquitaine Isol. En région, deux associations s'emploient à maintenir la diversité et la performance des professionnels de la sous-traitance, à commencer par Lacq Plus. Créée en 1995, Lacq Plus fédère 97 adhérents, des PME et des industriels du bassin de Lacq, sous-traitants et donneurs d'ordres, ainsi que des institutionnels comme la CCI Pau Béarn, la communauté de communes de Lacq Orthez (CCLO) et le groupement Chemparc. Ses missions sont multiples : assurer la promotion du bassin et de ses entre-

prises, développer le dialogue entre donneurs d'ordres et sous-traitants dans de nombreux domaines, maintenir un pôle compétitif, promouvoir l'emploi et des compétences spécifiques et pluridisciplinaires et sensibiliser les jeunes aux métiers de l'industrie.

Parmi ses réalisations, l'association a notamment élaboré un guide des métiers du bassin de Lacq, en ligne sur son site Internet ([www.lacqplus.asso.fr](http://www.lacqplus.asso.fr)), mais qui a aussi été diffusé auprès des collèges, des lycées et des mairies du bassin. On y retrouve 64 fiches métiers, tant du côté des donneurs d'ordre que des sous-traitants, dont certains sont particulièrement spécialisés (Chalumistes, automaticiens, échafaudiers, grutiers, plaquistes, robinetiers...). Pour chaque métier, sont mentionnées les formations, les rémunérations, les évolutions de carrière ainsi qu'une liste de sociétés du bassin où l'on peut exercer ce métier. « *Nos métiers sont mal connus et peu appréciés des jeunes* », constate Jean-Michel Lahittete qui cumule sa fonction de chef d'entreprise avec celle de président de Lacq Plus. D'où l'importance du rapprochement en cours avec l'éducation nationale pour une meilleure promotion de ces métiers. Autre action en cours : le projet d'alignement des formations à la sécurité pour tous les intervenants sur les sites industriels. « *Si un sous-traitant travaille pour plusieurs industriels, il doit tous les 2 ans recevoir 1 à 2 heures de formation dans chacun des sites. Notre idée est de mettre en place une formation commune à tous les sites, par le biais de l'e-learning à partir de 2018. Sur la base de ce tronc commun, chaque société pourra fournir des documents*

*spécifiques à ses installations que l'intervenant extérieur devra conserver en permanence sur lui* », ajoute Jean-Michel Lahittete. Dans la même veine, l'association a travaillé avec la société Dräger à la mise au point d'un masque de fuites qui peut être utilisé indifféremment sur chaque site industriel.

## Une attention spéciale à la sécurité

L'autre association clé qui garantit le haut niveau de qualité des intervenants extérieurs, notamment en matière de sécurité, s'appelle Mase Sud-Ouest (Mase SO). Si son champ d'action dépasse largement le périmètre du bassin de Lacq, puisqu'elle œuvre de la Gironde à l'Ariège en passant par le Pays basque, sa vocation reste néanmoins le déploiement du système de management de la sécurité et de certification Mase-UIC en vigueur depuis 2007. L'association Mase SO regroupe près de 600 adhérents, dont une centaine de TPE. La plupart de ces entreprises sont des sous-traitants. Car c'est bien à eux que s'adresse la certification qui est d'ailleurs requise par tous les industriels du bassin de Lacq, lorsqu'il s'agit d'ouvrir leurs portes à de nouveaux sous-traitants. « *Mase est une association créée par les industriels et pour les industriels et qui n'a pas de dépendance vis-à-vis de l'administration. Elle promeut un système de management dont l'objectif est l'amélioration permanente et continue des performances Sécurité Santé Environnement des entreprises* », résume Philippe Michiels, président de Mase SO et directeur de site chez Yara. Il ajoute que dans tout le grand Sud-Ouest, c'est bien au niveau du bassin de Lacq que l'on retrouve le plus de sociétés « masées » : « *La particularité du bassin de Lacq vient de la densité du tissu d'entreprises sous-traitantes et de la variété des services proposés* ». Un argument de plus pour tout industriel de la chimie qui voudrait s'y installer. •

Le bassin de Lacq abrite un réseau dense de sous-traitants.



© D.R.

PLATEFORME TECHNOLOGIQUE

# La Lacq Green Valley veut accompagner la transition énergétique



© Canoe

**Présentation du projet Lacq Green Valley par Patrice Gaillard, directeur de Canoe, et Christelle Lestage, assistante de direction/communication.**

Installer une Lacq Green Valley dans l'enceinte de ChemStart'up, c'est le projet qui mobilise aujourd'hui Patrice Gaillard, directeur de Canoe. Plateforme technologique dédiée aux composites et matériaux avancés unique en son genre, Canoe a été officiellement créée en 2008 à l'initiative du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine (CRNA) et de la société Arkema. Son objectif est de mener des études R&D et des projets collaboratifs et de multiplier les coopérations avec des PME et des grands groupes pour les accompagner dans le développement de nouveaux procédés ou produits et créer de l'activité économique et de nouveaux emplois autour de la transition énergétique. Grâce au soutien du CRNA, Canoe s'est installée au départ à Pessac près de Bordeaux où elle dispose désormais de deux bâtiments. Puis a ouvert une antenne à Pau (2015). En cette année 2017, la plateforme prépare son installation à Lacq dans l'enceinte de ChemStart'up où un nouveau bâtiment vient tout juste de sortir de terre grâce au soutien de la communauté de communes de Lacq Orthez (CCLO) et du CRNA. Ce bâtiment, qui portera à 4000 m<sup>2</sup> la su-

perficie totale des infrastructures de Canoe, abritera un pilote qui testera la fabrication de fibres de carbone à partir de cellulose et de lignine. Ce pilote s'inscrit dans la continuité du programme de recherche Force qui réunit Faurecia, l'IRT Jules Verne comme chef de file, Renault, Décathlon, Arkema, Total... et Canoe; puis du programme européen Carboprec mené notamment en collaboration avec Arkema, Renault ou encore la PME Plastinov. L'idée est de produire des fibres de carbone performantes sur base biosourcée pour un marché de masse, en complément de l'offre de fibres de carbone « hautes performances » sur base acrylonitrile. Le bâtiment abritera notamment un pilote de carbonisation en continu pour des capacités de quelques tonnes par an, ainsi qu'une ligne d'imprégnation continue de fibres par des polymères thermoplastiques. « Pour le projet Carboprec, on vise les propriétés du verre au poids du carbone, alors que pour le projet Force, l'objectif est plus ambitieux et en ligne avec les moyens conséquents mis en place », résume simplement Patrice Gaillard. Mais le concept de la Lacq Green Valley ne s'arrêtera pas à la construction de ce pilote. Patrice Gaillard souhaite mettre en place des équipements de

démonstration tels qu'une éolienne, un petit champ de panneaux photovoltaïques et un espace consacré au stockage de l'énergie dans des batteries, où l'on pourra évaluer l'efficacité de nouveaux matériaux sur ces technologies. Un volet industrie chimique et transition énergétique sera installé avec des pilotes dans le domaine de l'intensification des procédés et de la réduction de la consommation énergétique, dans l'hydrogène et la réduction des rejets CO<sub>2</sub>.

## Un volet « ferme du futur »

Le projet devrait également avoir un « volet agricole » grâce à la société de biocontrôle M2i Life Sciences, qui a son centre R&D dans les locaux de ChemStart'up. Patrice Gaillard cite le programme Taupin'Up auquel Canoe collabore, portant sur la réalisation de matrices biodégradables inédites pour la diffusion programmée de phéromones. « Pour aller plus loin, nous pourrions avoir une vision « ferme du futur » avec le développement de robots qui pourront réaliser des travaux agricoles de façon autonome dans les champs avoisinants grâce à l'usage de batteries... », a-t-il ajouté.

Pour réaliser ce projet, un GIS (groupement d'intérêt scientifique) est en train de se créer entre le CRNA, la CCLO, trois principaux industriels-Arkema, Total, M2i - et CEA Tech, auxquels d'autres PME et start-up sont invitées à venir s'associer. Outre Canoe, Adera, acteur clé de l'écosystème de recherche et d'innovation en région, et Chemparc joueront un rôle de coordination essentiel. Patrice Gaillard, l'affirme haut et fort : « sans chimie, il n'y aura pas de transition énergétique! ».

## LA PLATEFORME CANOE, USINE À PROJETS

Centre R&D, Canoe « fonctionne comme une PME et sera à l'équilibre budgétaire en 2017 avec un soutien du CRNA pour le ressourcement en direction des PME », assure Patrice Gaillard. Les technologies-clés de la plateforme se

situent dans le domaine des fibres et du carbone, dans les composites et la robotisation de leur fabrication, dans la fabrication additive, dans la formulation de résines et dans l'analyse et le contrôle. D'un effectif

de 3 personnes en 2011, la plateforme emploie désormais plus d'une trentaine de collaborateurs sur les 3 sites (Pessac, Pau et Lacq), et peut se targuer de réaliser un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 millions d'euros.

## « La Nouvelle-Aquitaine est une pionnière en matière de soutien à la recherche »



Patrick Maestro.

**Patrick Maestro**, directeur scientifique de Solvay et fondateur du LOF (Laboratoire du Futur).

« Créé en 2004 à Pessac dans la périphérie de Bordeaux, le LOF abrite une unité mixte de recherche entre le groupe Solvay, le CNRS et l'Université Bordeaux I. Dans le dispositif de recherche de Solvay, le LOF est considéré comme le laboratoire des laboratoires, dans la mesure où il se situe en amont des autres, ce qui permet des transferts d'outils et de méthodes pour améliorer les pratiques et la productivité. En effet, nous concevons ici des outils micro et millifluidiques pour la manipulation de fluides à l'échelle de la goutte, que nous combinons avec des robots et des systèmes de criblage haut débit. Nos outils sont également couplés à des systèmes analytiques adaptés à la détection sur des quantités infimes, ce qui nous permet d'acquérir in situ des données de base essentielles en chimie, procédés, et physico-chimie. Ces technologies peuvent être appliquées à tous les domaines,

depuis la synthèse chimique jusqu'à la formulation en passant par l'élaboration de matériaux. Elles nous permettent d'augmenter de façon considérable la productivité de notre recherche - avec des gains réguliers de plusieurs mois - et de gagner en agilité et en flexibilité. Lorsque nous avons créé le LOF, une chose est sûre, nous souhaitions l'installer en dehors des murs des centres de recherches du groupe - à l'époque Rhodia - car le LOF était trop en rupture. Nous avons mis en concurrence différentes villes, mais Bordeaux s'est rapidement imposée. Nous avons été séduits par la volonté de la région Aquitaine de monter en puissance dans l'excellence scientifique, et d'accompagner la mise en relation entre la recherche et le monde industriel à travers le financement de nombreux projets de partenariat. À l'époque, cette vision était déjà impulsée par Alain Rousset, président de région. À Pessac notamment, nous avons pu bénéficier

de tout un tissu scientifique et technologique à travers l'existence de grands laboratoires de recherche tels que l'Institut de chimie de la matière condensée de Bordeaux (ICMGB), le Centre de Recherches Paul Pascal (CRPP) ou le Laboratoire de chimie des polymères organiques (LCPO), mais aussi de compétences en automatique et en mathématiques, ainsi que de la présence de start-up et de fournisseurs de matériels sophistiqués pour la miniaturisation et l'automatisation. La région nous a apporté son soutien financier lors de notre installation et elle continue de participer à des projets spécifiques, comme des financements de thèses ou de post-doctorats en partenariat. Je travaille toujours beaucoup avec la Nouvelle-Aquitaine qui est une pionnière en matière de soutien à la recherche. Je constate d'ailleurs que d'autres régions se sont depuis inspirées de ce qu'a réalisé Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine. » •

## « Increase est un réseau collaboratif public-privé dédié à la valorisation de la biomasse lignocellulosique »

**François Jérôme**, directeur d'Increase

« Le 13 mai 2016, à l'université de Poitiers, le CNRS a donné le coup d'envoi du réseau collaboratif public-privé Increase, avec le soutien de la région Nouvelle-Aquitaine. Celle-ci apportera une aide totale de près d'un million d'euros. Increase est d'abord une fédération de laboratoires académiques dédiés à la recherche dans le domaine de la valorisation de la biomasse lignocellulosique. Au départ, la dynamique a été lancée par l'Institut de chimie des milieux et des matériaux de Poitiers (IC2MP). Mais aujourd'hui, près de 200 chercheurs issus de huit laboratoires de recherche, implantés à Rennes, Nantes, Poitiers, Bordeaux et Toulouse, sont impliqués dans le projet. Par ailleurs, contrairement aux

autres fédérations qui peuvent exister au sein du CNRS, la particularité d'Increase est, qu'à côté de cette fédération de recherche, s'est créé un consortium d'industriels composés de grandes, moyennes et petites entreprises dont certaines sont fortement implantées en région Nouvelle-Aquitaine. Et la porte reste ouverte ! L'objectif est de créer un réseau entre les différents acteurs du domaine afin de prendre en compte des problèmes de transfert vers l'industrie, dès l'amont des recherches et d'accélérer ainsi la mise sur le marché de produits, services ou technologies durables. Le réseau Increase est également le nœud du réseau international « Global Network of Green Chemistry Centers », ce qui lui permet de développer ses recherches dans un contexte de mondialisation de nos sociétés. Outre

l'aspect recherche, Increase est l'organisateur de l'International Symposium on Green Chemistry, qui est organisé tous les deux ans à La Rochelle et qui regroupe plus de 800 chercheurs académiques et industriels issus du monde entier, faisant de la ville de La Rochelle la capitale mondiale de la chimie durable pendant cinq jours. La formation est également une des priorités d'Increase, avec la volonté de former des étudiants mieux armés face aux mutations rapides de la chimie. Alors que nous entamons la phase finale de rédaction de tous les documents juridiques et accords de consortium entre industriels, notre objectif est maintenant d'apporter la preuve que ce type de structure fonctionne et permet un transfert technologique efficace du monde académique vers l'industrie. » •

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/RECHERCHE

# L'UPPA vise une reconnaissance internationale

Avec quelque 13 000 étudiants, l'**Université de Pau et des pays de l'Adour** (UPPA) est classée dans la catégorie des universités de taille moyenne. Pour autant, elle ne cesse de gagner en autonomie et **renommée** en France et à l'international, grâce à un de ses **laboratoires** vedettes, l'**Iprem**.

**L'**UPPA est une université généraliste (hors santé), intervenant dans trois grands champs disciplinaires : le droit, l'économie et la gestion, les Sciences et techniques, et les lettres, les langues, les sciences humaines et le sport. En formation initiale, continue, en alternance ou en apprentissage, et tout au long de la vie, l'UPPA prépare à des diplômes de licences, licences pro et masters. Elle comporte également deux IUT, un IAE (école universitaire de management), deux écoles d'ingénieur (l'ENSGTI et l'ISA BTP), un service formation continue et un centre de formation des apprentis. Son orientation en direction des domaines de la chimie, des géosciences et des matériaux reste pourtant l'un de ses points forts. C'est ainsi que l'on va retrouver dans ses formations des masters spécialisés en génie pétrolier, matériaux, en chimie analytique. Des entreprises du bassin de Lacq financent régulièrement des thèses ou des post-doctorats, et intègrent des stagiaires dans leurs structures. Un accord-cadre avec la communauté de communes de Lacq Orthez (CCLLO) et avec la communauté d'agglomération d'Pau-Béarn-Pyrénées prévoient également des financements de thèses et post-doc supplé-

mentaires, souligne Christophe Derail, vice-président délégué Recherche partenariale et Transfert. Il ajoute : « *Globalement, la part de chiffre d'affaires apportée par nos relations partenariales est plus importante que pour la plupart des universités* ». Néanmoins, c'est à travers l'Iprem (Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux) que l'engagement de l'université dans le domaine de la chimie et des matériaux est le plus visible. Unité Mixte de Recherche CNRS/UPPA (UMR 5254), l'Iprem



est né de la fusion en 2007 de 3 UMR et regroupe plus de 200 personnes qui s'intéressent au développement de connaissances fondamentales en physico-chimie, chimie analytique, chimie théorique, chimie de synthèse et microbiologie, en relation avec des applications concernant la structure du vivant, la gestion de l'environnement et les propriétés fonctionnelles de matériaux. Ce qui fait la force de ce laboratoire, c'est son parc analytique unique au monde. Expert en chimie analytique et spectrométrie de masse, l'Iprem a été lauréat de la 2<sup>e</sup> vague de l'appel à projet Équipements d'excellence, Equipex, pour son pro-

jet MARSS (MAss Spectrometry Center for Reactivity and Speciation Sciences). Cette reconnaissance lui a permis d'installer quatre spectromètres haut de gamme. À noter que l'Iprem abrite aussi 2 laboratoires communs avec les groupes industriels Total et Urgo.

## Plus de visibilité grâce au label I-SITE

Depuis le 24 février 2017, l'UPPA fait aussi partie du club très fermé des 18 universités lauréates du Programme d'investissements d'avenir IdEX/I-SITE (Initiatives science innovation, territoires, Économie). Ce programme a pour objectif de « *permettre à la France de disposer d'un enseignement supérieur et d'une recherche visible à l'international et apte à la compétitivité, dans le domaine de l'innovation et de la technologie* ». L'UPPA a été retenue pour son projet

E2S (Energy and Environment Solutions), en partenariat avec l'Inra et Inria, en synergie avec des partenaires industriels comme Total, Arkema, TIGF, Safran Helicopter Engines, académiques comme le CEA, le BRGM, le CNRS et l'Université du Pays Basque, l'Université de Saragosse et de concert avec les collectivités. Concrètement, l'université va bénéficier d'un

financement de 6 M€/an pour mettre en place des actions de recherche et d'innovation présentant une ouverture internationale, par exemple dans le stockage du CO<sub>2</sub>, la production de biogaz, les batteries du futur ou le développement de matériaux innovants. Autour de ce projet, scientifiques, sociologues et juristes participeront à des projets de formation et de recherche avec les premières institutions mondiales (Stanford, Berkeley, MIT...) : chaires d'excellence, intensification de la politique de qualité en matière de formation ainsi qu'en recherche et innovation et enseignements en anglais. •

« **L'atout principal de l'UPPA, mais aussi sa raison d'être, c'est son ancrage territorial** »

**Mohamed Amara**, président de l'UPPA



© UPPA

TRANSFERT TECHNOLOGIQUE

# Rescoll tire profit de sa forte implantation régionale

**Acquisition** d'entreprises régionales, **recrutement** de talents locaux, **participation** aux actions de **soutien** aux industriels mises en place par la Nouvelle-Aquitaine : l'entreprise girondine spécialisée dans l'étude des matériaux **diversifie** son activité grâce à l'écosystème régional.

**A**u sein de l'École de Chimie de Bordeaux, Rescoll était un service de transfert technologique. En 2001, il s'externalise pour optimiser ses relations avec ses partenaires industriels. Initialement spécialisée dans l'assemblage par collage, la société Rescoll étend son activité à l'étude de l'ensemble des matériaux à base de polymères. Grâce à ses laboratoires de tests, l'entreprise girondine réalise des études R&D et des prestations de caractérisation pour l'aérospatiale et la défense. Depuis quatre ans, elle élargit son activité à deux secteurs stratégiques : les nouvelles énergies et les matériaux à usage médical. Sa

démarche de diversification lui permet d'avoir une croissance annuelle de 10 %. Une valeur ajoutée que l'entreprise pérennise grâce à l'écosystème régional. En 2016, Rescoll fusionne avec Matériaux Poitou Charentes. Spécialisée dans les tests cryogéniques, l'entreprise basée à Rochefort réalise aussi des tests mécaniques sur structures. Grâce à cette fusion, Rescoll augmente son portefeuille de compétences. Une démarche débutée en 2013, date à laquelle la société girondine devient actionnaire à 100 % de Rescoll Manufacturing, usineur dans le domaine médical à

Pessac. « *La fabrication de dispositifs médicaux implantables, s'ajoutant à leur test et à la R&D, nous permet d'avoir une offre complète dans le secteur médical* », justifie José Alcorta, gérant de Rescoll. Puis en 2015, l'entreprise devient l'unique actionnaire de Stilz Chimie. Grâce à cette société de formulation basée dans la Vienne, Rescoll propose à ses clients la réalisation de quantités pilotes des produits issus de sa R&D.

## Des spécialités géographiques

Deux sites en Gironde, un en Charente-Maritime et un dans la Vienne. L'entreprise a une implantation régionale très large et la fusion des trois régions lui donne une visibilité accrue. « *L'ancienne Aquitaine était spécialisée dans les matériaux, le Poitou-Charentes dans l'éco-innovation et le Limousin dans la céramique. Ces spécialités sont complémentaires et en lien avec notre activité* », explique José Alcorta. Pour répondre aux enjeux liés à cette diversification d'activité, l'entreprise doit élargir ses compétences. « *Nous sommes issus de l'Université de Bordeaux avec laquelle nous avons gardé une relation très étroite. Les techniciens et ingénieurs formés sur le campus sont notre filière de recrutement privilégiée* », ajoute-t-il.

D'ailleurs, l'entreprise participe à la formation en accueillant des stagiaires, en finançant des thèses et des post-doctorats. Seul établissement français habilité à délivrer des diplômes au niveau européen dans le domaine de l'assemblage collage, Rescoll dispense aussi des formations d'opérateur colleur et de spécialiste en collage. L'entreprise est également impliquée dans les pôles de compétitivité. Membre fondateur d'Aerospace Valley, elle est aussi partenaire de la Route des Lasers, pôle de compétitivité autour de la photonique.

## Un soutien financier de la région

Pour entrer en contact avec les acteurs régionaux et faire naître des projets, la société bénéficie des politiques publiques menées par la Nouvelle-Aquitaine pour « booster » l'industrie et l'économie. Par exemple, un accompagnement de l'Agence de développement et d'innovation de la Nouvelle-Aquitaine (ADI) sur des salons nationaux comme le JEC ou le Salon du Bourget, ou la participation au programme « Usine du Futur » lancé par la région. « *Nous participons aux programmes de recherche et d'innovation aux niveaux national et européen : la région a une démarche plutôt volontaire pour cofinancer ces études de recherche industrielle* », apprécie aussi le dirigeant. Mais Rescoll le lui rend bien. Même si l'entreprise a des clients sur le territoire européen, tous ses emplois sont en Nouvelle-Aquitaine. Et toute la valeur ajoutée de son activité reste en région. •



© Rescoll

Rescoll est l'un des acteurs majeurs du « fire testing ».

## LES PRINCIPAUX CENTRES TECHNIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE

- APESA (Pau)** - éco-innovation et évaluation environnementale  
- [www.apesa.fr](http://www.apesa.fr)
- CANOE (Pessac, Pau et Lacq)** - composites et matériaux avancés, formulation et procédés de fabrication  
- [www.plateforme-canoe.com](http://www.plateforme-canoe.com)
- COMPOSITADOUR (Bayonne)** - procédés robotisés de mise en œuvre des composites  
- [www.compositadour.estia.fr](http://www.compositadour.estia.fr)
- CTTC (Limoges)** - technologies céramiques - [www.cttc.fr](http://www.cttc.fr)
- CVA (Brive)** - valorisation des

- agroressources, extraction  
- [www.cva-ctt19.fr](http://www.cva-ctt19.fr)
- FCBA (Bordeaux)** - forêt, cellulose, bois, ameublement  
- [www.fcba.fr](http://www.fcba.fr)
- ITERG (Pessac)** - corps gras  
- [www.iterg.com](http://www.iterg.com)
- RESCOLL (Pessac et Rochefort)** - collage, revêtements fonctionnels, polymères conducteurs, matériaux hautes performances  
- [www.rescoll.fr](http://www.rescoll.fr)
- VALAGRO (Poitiers)** - chimie du végétal - [www.valagro-rd.com](http://www.valagro-rd.com)

FORMATION POUR ADULTES

# Le Greta Sud Aquitaine au service du développement économique

Sur le marché concurrentiel, l'organisme public mise sur une offre de **formation sur mesure**. Au plus près des entreprises et du vivier de talents du territoire, le Greta Sud Aquitaine propose un ensemble de prestations qui s'inscrit dans une **dynamique territoriale** endogène.

**D**ix millions d'euros de chiffre d'affaires en 2016. Plus de sept mille cinq cents stagiaires formés chaque année. Et près de neuf cents contrats en alternance accompagnés tous les ans. Le Groupement d'établissements (Greta) Sud Aquitaine est un organisme public de formation continue. L'établissement appartient au réseau national des Greta, des structures de l'éducation nationale qui mutualisent leurs compétences et leurs moyens pour proposer une offre de formation pour adultes. Mais ils ne sont pas subventionnés par l'État, puisqu'ils interviennent sur le marché concurrentiel. « *Nous ne pouvons pas nous contenter d'être sur une logique de l'offre, nous devons*

*avoir un positionnement marché engagé* », remarque Valérie Demangel, directrice opérationnelle du Greta Sud Aquitaine. L'organisme aquitain œuvre donc à proposer une offre de formation sur mesure au service

du développement économique de son territoire. Le fonctionnement de l'organisme de formation est basé sur une logique territoriale autour de Bayonne, Dax, Mont-de-Marsan et Pau. Dans cette région, le bassin de Lacq et le bassin de l'Adour concentrent de nombreux acteurs de l'industrie chimique parmi lesquels Arkema, Sanofi, Abengoa Bio Energy, Novasep, ou encore

Chimex. Pour adapter son offre aux besoins de ces industriels, l'organisme met en œuvre une démarche de co-construction des formations.

## Des programmes évolutifs

Par la suite, la structure publique accompagne les entreprises dans l'intégration, la formation et la qualification des alternants. Et un bilan annuel avec les industriels permet au Greta Sud Aquitaine de faire évoluer sa prestation en permanence pour toujours être au plus près des besoins de ses clients. Si cette démarche prend du temps, pour l'organisme aquitain, c'est avant tout une source d'efficacité. La prestation du Greta Sud Aquitaine va encore plus loin, puisque l'organisme public fait du recrutement pour proposer aux entreprises des candidats qui répondent à leurs attentes. Dans cette démarche, la structure met un point d'honneur à lutter contre les discriminations, notamment de genre. « *On incite les femmes à entrer dans les métiers de la chimie, et nous évitons d'avoir des préjugés sur des profils qui seraient plus adaptés à certains métiers que d'autres* », illustre la directrice opérationnelle. Néanmoins, pour dynamiser le développement économique du territoire, le Greta Sud Aquitaine ne recrute que des candidats originaires de la Région. Les entreprises, notamment dans l'industrie chimique, ont un gros degré d'exigence à cause de la concurrence internationale. Elles attendent des compétences techniques, une autonomie et une polyvalence de la part des opérateurs. Force est de constater que les personnes qui souhaitent intégrer ces formations de niveau Bac n'ont souvent même pas le niveau

CAP. L'organisme de formation s'est donc tourné vers le Conseil Régional pour qu'il mette en appel d'offres des formations de pré-qualification afin que les candidats puissent suivre un itinéraire de professionnalisation.

Les appels d'offres ont été remportés par le Greta Sud Aquitaine, ce qui permet à la structure de bien articuler toutes ces actions. « *L'intervention des pouvoirs publics en amont permet d'amener des candidats du territoire vers des entreprises du territoire en quête de nouveaux talents, c'est une dynamique endogène* », explique Valérie Demangel. Pour anticiper les problèmes de gestion de compétences sur le territoire, le Greta Sud Aquitaine et les politiques publiques travaillent de concert. En 2016, ils ont identifié des gisements d'emplois dans les métiers du numérique dans le bassin landais. Le Conseil Régional a sorti un appel d'offres sur trois familles de métiers que le Greta Sud Aquitaine a remporté. L'organisme a ouvert vingt groupes de formation à Bac +2 sur l'ensemble du territoire. Si, pour l'instant, ces formations sont destinées aux prestataires spécialisés dans le numérique, dès l'automne 2017, elles devraient être mises à disposition de l'ensemble des entreprises. Parallèlement, la structure aquitaine a aussi engagé une démarche d'innovation pédagogique. Cette année, des formateurs ont été mis en situation de micro-projets pour proposer des dispositifs innovants qui intègrent des modes hybrides de formation dont le numérique, les plateformes ou encore la formation à distance. Un bilan de ces premières expériences sera fait pendant l'été avant d'envisager une généralisation de ces pratiques. « *Le formateur ne doit pas avoir l'impression d'être dépossédé de ces fonctions, il doit pouvoir accompagner la personne en validant progressivement des acquis* », insiste Valérie Demangel. Être au plus près de ses clients et des personnes formées est sans doute une des clés du succès du Greta Sud Aquitaine. •



Le bâtiment Halle Chimie à Mourenx est doté de quinze pilotes de formation.

**Jean-Marc Espinosa**  
Président de l'UIC Aquitaine



© DR

## « Sans chimie forte, il n'y a pas d'industrie forte »

### Quel est le poids de l'industrie chimique dans la région Nouvelle-Aquitaine et quels types de chimie y sont pratiqués ?

L'industrie chimique en Nouvelle-Aquitaine emploie environ 9 000 salariés et quasiment autant de salariés indirects. Elle se caractérise par la présence d'un nombre important de sites classés Seveso, une soixantaine au total. Tous les types de chimie sont représentés : la chimie de base avec des productions d'engrais et des dérivés pétrochimiques, la chimie de spécialités avec un pôle mondial de thiochimie dans la région de Lacq, des phytosanitaires, des produits pharmaceutiques, et enfin, la chimie biosourcée avec des entreprises spécialisées dans la cellulose ou les dérivés du pin. Et l'on pourrait citer des compétences en sécurité industrielle.

Cependant aujourd'hui, un effort important est consacré à la structuration de la filière autour des matériaux composites et de la chimie de spécialités.

### Y a-t-il une organisation géographique particulière ?

Il existe 5 grands pôles industriels sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine qui sont le fruit de l'histoire. Le principal est le bassin de Lacq auquel s'ajoutent un pôle landais, un pôle bordelais autour du Bec d'Ambès, un pôle bergeracois et un pôle rochelais. Pour les développements futurs, nous travaillons en priorité sur la structuration de deux zones qui sont appelées à attirer de nouvelles activités. Il s'agit du bassin de Lacq qui est en voie de reconversion après l'arrêt de la production de gaz naturel et de la Presqu'île d'Ambès qui dispose aussi de foncier disponible ainsi que d'infrastructures ferroviaires et portuaires dues à la présence du Port de Bordeaux. La volonté de la région est d'attirer des grands industriels, notamment étrangers – asiatiques ou d'outre-Atlantique – qui chercheraient à s'établir sur un site en Europe. Notre rôle est de les convaincre que la région Nouvelle-Aquitaine est le meilleur endroit possible pour envisager une telle implantation.

### Quels sont les atouts de la région pour attirer ces nouveaux investissements ?

La région Nouvelle-Aquitaine offre un écosystème particulièrement bien structuré, avec des acteurs motivés qui permettent le développement d'activités dans les

meilleures conditions possibles. Dans cet écosystème sont mis en avant d'importants moyens : un réseau actif de sous-traitants, des organismes de formation, des organismes publics, par exemple Pôle emploi, des organismes de types clusters ou centres techniques, des infrastructures logistiques ainsi que des prestations de mutualisations. Par ailleurs, la coordination entre la région et les différents services de l'État, dont la Direccte, est sans égal.

*« La région Nouvelle-Aquitaine offre un écosystème particulièrement bien structuré ».*

### Comment se situe l'industrie chimique par rapport aux autres industries régionales ?

Au niveau du territoire, l'industrie chimique arrive en deuxième position derrière l'industrie du vin et devant l'aéronautique. Nous avons coutume de dire que l'industrie chimique est l'industrie des industries et que

sans chimie forte, il n'y a pas d'industrie forte. En effet, on retrouve nos produits dans de nombreux secteurs, par exemple dans l'aéronautique, grâce à Toray qui a récemment fait un investissement à Lacq, mais également dans l'agriculture, la santé, le bâtiment, les matériaux, les énergies renouvelables... En tant que syndicat professionnel, l'UIC soutient cette industrie dans sa capacité à générer de la croissance pour créer de la valeur ajoutée et de l'emploi. D'autant plus que l'industrie chimique est aussi un acteur responsable qui travaille activement depuis de nombreuses années sur la réduction de son empreinte environnementale. Tous ces éléments font de la chimie une industrie moderne, tournée vers le futur, qui se transforme, qui s'adapte et qui innove.

### Est-ce que l'industrie chimique est un secteur générateur d'emplois ?

Dans l'industrie chimique, nous avons besoin d'avoir des salariés compétents. De ce fait, la quasi-totalité des postes sont proposés en CDI avec des salaires dans le haut de la fourchette, par rapport à ce qui est proposé dans le reste de l'industrie. En 2014, dans le cadre du Pacte de responsabilité, l'UIC a été le premier acteur à s'engager pour l'emploi. En échange d'allègements sur les charges sociales et d'une réduction de la fiscalité, l'UIC avait promis une augmentation de 10 % de ses effectifs au niveau national, soit 47 000 emplois avec 5 000 jeunes accueillis en alternance. •

## Implantez-vous en Nouvelle-Aquitaine !

- ▶ Dynamisme économique
- ▶ Foncier et immobilier abordables
- ▶ Déplacements rapides
- ▶ Qualité de vie

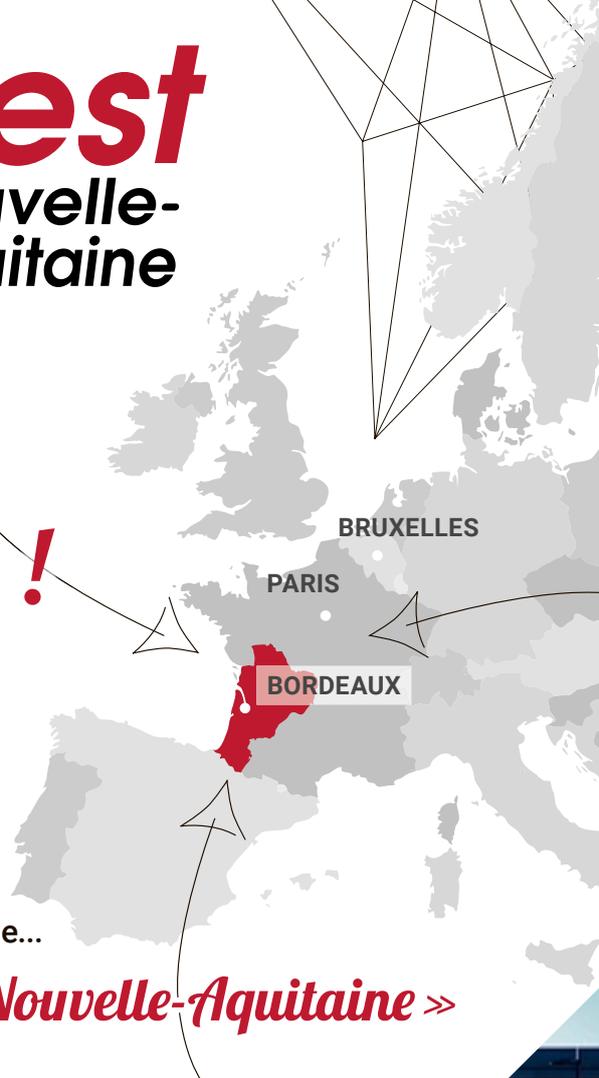
### Accédez à des experts sectoriels :

Chimie Matériaux Céramique, Éco-industries, Énergies Stockage...

et au **Réseau de partenaires** « Invest in Nouvelle-Aquitaine »  
pour faciliter votre implantation

- ▶ Recherche immobilière
- ▶ Mise en relation
- ▶ Information marché
- ▶ Financements

Service personnalisé, gratuit, confidentiel



[www.invest-in-nouvelle-aquitaine.fr](http://www.invest-in-nouvelle-aquitaine.fr)